



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21818
25 septembre 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 24 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA MAURITANIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Comme suite à ma lettre du 18 septembre 1990 (S/21789), j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre que vous adresse S. E. M. Hasni Ould Didi, Ministre des affaires étrangères et de la coopération, relative aux répercussions économiques et financières qui résultent pour la République islamique de Mauritanie de l'application de la résolution 661 (1990).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette lettre aux membres du Conseil de sécurité pour qu'ils l'examinent conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies.

Le Représentant permanent

(Signé) Mohamedou OULD MOHAMED MAHMOUD

ANNEXE

Lettre datée du 24 septembre 1990, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie

Faisant suite à ma lettre No 1077 du 18 septembre 1990, par laquelle je vous avais confirmé l'engagement de la République islamique de Mauritanie à respecter les dispositions de la résolution 661 (1990), j'ai l'honneur de vous exposer ci-après les difficultés qui résultent pour la République islamique de Mauritanie de la mise en application de cet embargo, compte tenu des relations économiques et financières qu'elle entretenait avec l'Iraq et le Koweït.

I. RELATIONS AVEC L'IRAQ

1. Bien que les relations commerciales avec l'Iraq n'aient pas été très importantes, il était prévu cependant l'exécution d'un contrat de 5 millions de dollars pour la livraison du poisson dont les exportations devaient atteindre 10 millions de dollars.
2. Par ailleurs, nos deux pays avaient en commun des sociétés mixtes dans le domaine de la pêche (capital de 20 millions de dollars) et dans le domaine de l'industrie minière (capital de 70 millions de dollars) dont les programmes d'investissements et d'exportations seront différés, créant ainsi des pertes d'emploi et de ressources importantes.
3. L'Etat iraquien prodiguait à notre pays une subvention et une assistance sous différentes formes équivalant à 100 millions de dollars (formation, assistance technique, médicaments, équipements agricoles, matériels scolaires, etc.).
4. Les transferts des travailleurs mauritaniens en Iraq se chiffraient à 3 millions de dollars.

L'embargo imposé à l'Iraq fera donc subir à notre pays une perte qui se chiffre à 63 millions de dollars d'effets directs et qui pourrait atteindre plus de 100 millions de dollars en tenant compte des autres effets sur l'économie.

II. RELATIONS AVEC LE KOWEIT

1. Le Koweït est un des bailleurs de fonds traditionnels les plus importants pour la Mauritanie; les projets en exécution financés par le Fonds koweïtien de développement et ceux ayant fait l'objet d'engagement financier de sa part totalisent respectivement 37,85 millions et 49,1 millions de dollars. Si l'on y ajoute l'effet de l'embargo sur le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), dont le siège est à Koweït, ces chiffres deviennent respectivement 125,7 millions de dollars et 132,9 millions de dollars, soit un total de 258,6 millions de dollars, représentant plus de 40 % du programme d'investissement total du pays. Ajoutons à cela que la Société interarabe de garantie des investissements devait garantir un programme important de renouvellement de notre flotte de pêche nationale pour près de 50 millions de dollars.

L'impact du tarissement de ce flux financier du fait de l'embargo va bien au-delà des simples chiffres parce qu'en dernier recours c'est le développement de l'économie mauritanienne elle-même qui est ainsi hypothéquée, surtout si l'on tient compte du fait que ces financements sont souvent conjoints à ceux provenant d'autres sources. La suspension des flux en provenance du Koweït compromet la disponibilité d'une grande partie des flux d'autres provenances.

2. Le Koweït investit par ailleurs en Mauritanie, par le biais de sociétés mixtes, dans les domaines de l'immobilier, des mines et des industries de transformation; l'arrêt de l'injection des capitaux dans les sociétés mixtes arrêtera leurs programmes de développement et créera donc des pertes d'emploi supplémentaires. Le total des capitaux non libérés se chiffre à 16 millions de dollars.

En plus, l'effet de l'embargo sur l'augmentation du prix du pétrole brut a déjà entraîné une augmentation de 15 millions de dollars de notre facture pétrolière, qui sera sans doute suivie par un renchérissement des prix internes et des prix des produits importés.

3. Le commerce avec le Koweït est relativement restreint et porte surtout sur l'argent, l'or et les bijoux. Les institutions de bienfaisance koweïtiennes apportaient une aide par les voies officielles et informelles qui se chiffrait à 5 millions de dollars.

Les pertes résultant de l'embargo sur le Koweït s'élèvent à 127 millions de dollars d'effets directs pour l'année en cours et 329 millions de dollars en tenant compte des autres effets sur l'économie.

En conclusion, les conséquences de l'application de l'embargo seront graves pour un pays aussi démuné que la Mauritanie, et de surcroît confronté à la désertification.

- Arrêt de son programme de développement et remise en cause de tous les ajustements que notre pays a entrepris depuis bientôt six ans;
- Augmentation très sensible du chômage par la fermeture d'entreprises et/ou l'arrêt de l'exécution de dizaines de projets;
- Accentuation du déséquilibre de la balance des paiements : les flux nets en provenance de l'Iraq et du Koweït étaient largement positifs.

Aussi est-il à craindre que le programme de réhabilitation de l'économie mauritanienne ne pourra pas être réalisé dans les délais, à moins qu'une assistance spéciale pour compenser les aides perdues ne soit trouvée. C'est pourquoi, conformément à l'Article 50 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui stipule que "si un Etat est l'objet de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité, tout autre Etat, qu'il soit ou non Membre des Nations Unies, s'il se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution desdites mesures, a le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ses difficultés", le Gouvernement de la République

islamique de Mauritanie estime nécessaire de demander au Conseil de sécurité de l'aider à trouver les solutions qui permettent de sauvegarder les intérêts économiques et sociaux de la Mauritanie.

Le Ministre des affaires étrangères
et de la coopération

(Signé) Hasni OULD DIDI
